

## **« vivre ensemble » dans nos villes aux discriminations et particularités avérées : un défi qui nécessite une conscience citoyenne**

Certes, la notion du « vivre ensemble » n'est pas nouvelle. Pour autant son actualisation et son usage récurrent dans les problématiques de développement en général et du développement urbain en particulier est récent.

Cet usage peut s'interpréter comme le dépassement des paradigmes antérieurs du développement urbain à forte connotation de jacobinisme qui avait la prétention de décréter la cohésion sociale sur la seule base que *le bon sens étant la chose la mieux partagée*, tout être humain, citoyen d'une nation devrait vivre en bonne intelligence avec ses concitoyens. C'était alors sans compter avec le caractère cosmopolite de nos villes, la diversité d'origine sociale politique et culturelle de ses composantes. De ce fait, le vivre ensemble ne se décrète pas, ne s'impose guère, il se construit en permanence.

Appréhendée de la sorte, la notion sociologique du vivre ensemble se démarque de celle de cohabitation malgré son caractère romantique lorsqu'elle est opportunément pacifique. Car par cohabiter, on entend généralement vivre à côté de l'autre, sans pour autant avoir en partage solidaire l'environnement, les valeurs, les mœurs, les us et coutumes, les infrastructures, les services sociaux de base et projets sociaux politiques liés à notre espace géographique. Dans ce contexte l'autre est parfois considéré comme obstacle à notre jouissance absolue, on l'accepte souvent malgré nous : sa présence étant vécue comme une simple juxtaposition impertinente et non nécessaire auprès de notre être personnel.

Ainsi, en se démarquant de la notion de cohabitation, la notion du « vivre ensemble » tire ses lettres de noblesse du fait de la conscience avérée que nos villes abritent des populations aux origines diverses avec une histoire hétérogène, des valeurs différenciées quand elles ne sont pas contradictoires, avec au final une approche existentielle et des visions futuristes différentes qui nécessitent pourtant d'être mises en commun sans préjugés ni discriminations aux fins de bâtir la ville poétique, romantique et harmonieuse dont nous rêvons tous.

C'est autant dire que le vivre ensemble suppose la connaissance et la conscience des diversités non pas comme frein au bien être de la communauté, mais au contraire comme moteur de construction des villes plus épanouies. C'est la reconnaissance et le respect de l'autre comme acteur indispensable de la construction de la cité, l'appel à la synergie, à la complémentarité de tous les acteurs sociaux, la dialectique réussie de la solidarité mécanique et de la solidarité organique.

En effet, il n'est pas question d'une dilution de la personnalité de l'un dans l'autre et vice-versa, encore moins, la dissolution de l'identité de tous au profit de la communauté comme il est usuel dans la solidarité organique constitutive des sociétés traditionnelles. Il n'est pas

non plus question du culte de l'individualisme tel qu'on le perçoit dans les sociétés capitalistes moderne. Il est davantage question d'une conjugaison harmonieuse des particularismes et identités diverses, d'un appel à la participation collective et concertée, tant il est avéré que les citoyens sont pris dans un réseau de relations mutuelles auxquels nul ne peut échapper sans courir le risque d'être mis au banc de touche de la société, de perdre ce qui confère l'excellence de notre être citoyen à savoir la citoyenneté.

Le vivre ensemble est pour ainsi dire un appel à la culture citoyenne, au respect de l'autre et des règles qui régissent la société. C'est l'hymne à la solidarité, à la justice au sens d'équité. C'est par ricochet moins d'individualisme, plus d'ouverture à l'autre, de générosité et de compromis consécutifs à un dialogue permanent.

Concrètement dans nos cités où cohabitent différentes ethnies et appartenances religieuses, le vivre ensemble consisterait au rejet de l'ethnocentrisme et au fanatisme religieux qui consiste à prendre son ethnie ou sa religion comme référence absolue au grand dam des autres ethnies et religions avec qui on entre en conflit. C'est percevoir l'originalité anthropologique ou religieuse de l'autre comme un facteur d'enrichissement du mien et réciproquement. En ce sens les notions d'autochtone et d'allogène, la sonorité de la chapelle religieuse des uns et des autres avec les pratiques y afférentes ne devraient plus avoir de connotations péjoratives et leur évocation doit se vider de toutes émotions belliqueuses : C'est en toute fierté qu'on devrait se revendiquer de son origine ethnique, de sa croyance ... à condition de l'affirmer comme tel, en toute modestie, sans s'opposer aux autres.

De par sa présence sur le sol, l'autochtone a assurément une plus value du fait de sa connaissance de l'histoire des lieux avec tout ce que cela comporte. Etranger pour sa part sur le sol, l'allogène est aussi porteur de l'histoire de ses origines qu'il doit partager avec les autochtones et ensemble ils doivent envisager un devenir commun en mettant en synergie leur patrimoine cognitif et expérience antérieurs. Ce patrimoine collectif et ces expériences antérieures constituent des leviers spirituelles hérités des croyances respectives qui ne contredisent en rien le devenir en commun.

De ce fait vivre ensemble dans nos cités où la question foncière est récurrente, c'est inviter les autochtones au sens de l'accueil et de l'installation du migrant sur le sol, dissuader toute velléité expansionniste des allogènes, penser que notre bonheur passe par celui des autres et que seul, fermé sur soi, on est incomplet. C'est éviter l'escroquerie foncière- source de nombreux conflits- et une invitation au respect des procédures légales de vente ou d'acquisition de terrain. C'est puiser dans nos spiritualités respectives la foi nécessaire à l'acceptation de l'autre, au sens de l'hospitalité, de la générosité, de l'amour du prochain, du don de soi, du pardon...

Vivre ensemble dans nos quartiers c'est réinterroger la justice répressive qui conduit aux déguerpissements manu militari sans dédommagement aucun et ouvrir la porte au réaménagement concerté ; c'est plus d'équité dans l'offre et l'accès au service sociaux de

base, et, pour ainsi dire la dépoliarisation de nos villes actuelles, des **villes cruelles** où cohabitent dans un climat d'hostilité latent des populations aux destinées discriminatoires :des riches avec des droits et généralement sans devoirs et des pauvres à l'avenir incertains qui subissent des injustices multiformes et sur qui pèse toute sorte de devoirs .

Vivre ensemble dans nos cités, c'est au surplus préserver notre environnement commun par l'adoption des comportements sains à l'instar de l'hygiène et la salubrité, réinventer l'arbre à palabre comme tribune d'expression commune et concertée, théâtre de participation aux politiques publiques tant à l'échelle du quartier, de la commune qu'au niveau national. Dans cette perspective c'est participer en commun aux différents projets de développement de notre ville et à la sauvegarde des acquis en termes d'infrastructures et équipements collectifs.

Il s'agit pour se faire de repenser nos vécus dans les quartiers, de redéfinir la notion de voisinage, notre usage des équipements collectifs, la perception que nous avons de la protection de l'environnement, la nature des relations que nous entretenons avec nos chefferies traditionnelles, la municipalité et l'administration publique.

Ainsi il faudrait que dès la base, se fondent des liens mettant en relation emprunte de respect mutuel les individus, les ménages, les chefferies de quartier, les élus locaux, les opérateurs du secteur marchand, les OSC et les pouvoirs publics. Le Budget Participatif comme approche tri-articulée mettant autour de la table toutes les typologies d'acteurs de développement nous semble à cet effet un outil approprié de gouvernance local favorable au vivre ensemble.

Depuis 2004 ASSOAL et le RNHC expérimentent cette approche de gouvernance participative dans plusieurs Communes du Cameroun.

Aux lendemains des Africités 2003 tenues à Yaoundé, l'expérimentation du Budget Participatif dans les communes de Batcham et d'Edzandouan a donné lieux à des concertations multi acteurs - élus, leaders associatifs, populations à la base, ONG, PTF – avec à la clé la réalisation de plusieurs infrastructures sociaux de base.

Plus proche de nous, à la faveur du PDQUD (Programme de Développement des Quartiers Urbains Défavorisés) animé par ASSOAL, la concertation à la base en lien avec les communes de Yaoundé partenaires au projet a permis l'élaboration des plans de développement de 16 quartiers de Yaoundé. La méthode participative mise à contribution dans le déploiement de ce projet a été l'occasion d'intéresser les populations aux problématiques de développement de leur quartier, favoriser le dialogue avec les élus, les professionnels et les opérateurs du secteur marchand, accrue la culture citoyenne, le sens du bien commun.

Désormais dans les quartiers de ces communes il y'a une interconnexion vivante et fructueuse entre habitants, délégués des quartiers, élus, autorités traditionnelles et religieuses, partenaires au développement.

A la faveur des Université Itinérante Citoyenne et fixe techniques organisées dans ces quartiers sur des thèmes aussi multiples et variées que l'hygiène et la salubrité, les services sociaux de base, le foncier, le vivre ensemble ... des comités de vigilance et d'entretien des ouvrages de bases ont été créés en vue de la sécurité des populations et la pérennité des ouvrages. De même les habitants se sont regroupés dans des mutuelles et coopératives d'habitat pour faire face à leur problème commun du foncier et de logement. Ces structures sont fonctionnelles et produisent graduellement les résultats escomptés.

Pour autant de nombreux écueils subsistent sur ce chemin vers le vivre ensemble à l'instar de la faible adhésion des populations et de certaines municipalités, la faible capacité de mobilisation des OSC, les conflits de compétence et de leadership, la démotivation de certaines parties prenantes, insuffisance des moyens financiers, la pauvreté des ménages qui leur ôte une dimension de rêve et réduit leurs efforts à la satisfaction des besoins pressants et immédiats ...Comme pour dire que le vivre ensemble est étroitement lié à la bataille contre la pauvreté sur sa double dimension spirituelle et matérielle.

**Par B. Serge Guensu**